

LE COMITE EUROPEEN DE COOPERATION JURIDIQUE (CDCJ)

ACTIF DEPUIS 1963

Frise chronologique – quelques événements marquants

- 1963** **1^{er} janvier** – Mise en place du Comité *ad hoc* de coopération juridique (l'ancêtre du CDCJ) en vertu de la [Résolution \(62\) 41](#) du Comité des Ministres (adoptée le 17 décembre 1962). **13 décembre** – Le Comité des Ministres adopte la [Résolution \(63\) 29](#) créant le Comité européen de coopération juridique, comité de caractère consultatif et technique, sous l'autorité du Comité des Ministres.
- 1964** **6-10 juillet** – Première réunion du Comité européen de coopération juridique.
- 1965** **10-14 mai** – 3^e réunion du Comité européen de coopération juridique : approbation du projet de texte de la [Convention européenne portant loi uniforme en matière d'arbitrage \(STE n° 056\)](#) élaborée par un comité d'experts sous le contrôle du CDCJ, et adoptée par le Comité des Ministres qui ont décidé de l'ouvrir à la signature (le **20 janvier 1966**).
- 1968** **5 juin** – Ouverture à la signature de la [Convention européenne dans le domaine de l'information sur le droit étranger \(STE n° 062\)](#) élaborée par un Comité d'experts gouvernementaux, institué à cette fin par le Comité européen de coopération juridique.
- 1972** **16 mai** – Ouverture à la signature de la [Convention relative à l'établissement d'un système d'inscription des testaments \(STE n° 077\)](#) élaborée par un comité d'experts gouvernementaux sous l'autorité du Comité européen de Coopération juridique.
- 1973** **14 mai** – Ouverture à la signature de la [Convention européenne sur la responsabilité civile en cas de dommages causés par des véhicules automoteurs \(STE n° 079\)](#) élaborée par un comité d'experts gouvernementaux sous l'autorité du Comité européen de coopération juridique. **26 octobre** – Ouverture à la signature de la [Accord sur le transfert des corps des personnes décédées \(STE n° 080\)](#) élaboré par le Comité européen de santé publique et soumis au Comité européen de coopération juridique avant son adoption par le Comité des Ministres à sa 220^e réunion (9-13 avril 1973).
- 1975** **15 octobre** – Ouverture à la signature de la [Convention européenne sur le statut juridique des enfants nés hors mariage \(STE n° 085\)](#) élaborée par un comité d'experts gouvernementaux sous l'autorité du Comité européen de Coopération juridique.
- 1977** **27 janvier** – Ouverture à la signature de l'[Accord européen sur la transmission des demandes d'assistance judiciaire \(STE n° 092\)](#) élaboré par le Comité d'experts sur les obstacles économiques et autres à l'accès à la justice, notamment à l'étranger, sous l'autorité du Comité européen de coopération juridique.

1978	2 mars – Adoption par le Comité des Ministres de la Résolution (78) 8 sur l'assistance judiciaire et la consultation juridique.	15 mars – Ouverture à la signature du Protocole additionnel à la Convention européenne dans le domaine de l'information sur le droit étranger (STE n° 097).
1980	20 mai – Ouverture à la signature de la Convention européenne sur la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière de garde des enfants et le rétablissement de la garde des enfants (STE n° 105).	
1981	28 janvier – Ouverture à la signature de la Convention pour la protection des personnes à l'égard du traitement automatisé des données à caractère personnel (STE n° 108) élaborée par un Comité d'experts gouvernementaux sous l'autorité du Comité européen de coopération juridique.	14 mai – Adoption par le Comité des Ministres de la Recommandation n° R (81) 7 sur les moyens de faciliter l'accès à la justice.
1984	28 février – Adoption par le Comité des Ministres de la Recommandation n° R (84) 4 sur les responsabilités parentales.	
1986	24 avril – Ouverture à la signature de la Convention européenne sur la reconnaissance de la personnalité juridique des organisations internationales non gouvernementales (STE n° 124) élaborée par un comité restreint d'experts sous l'autorité du Comité européen de coopération juridique.	
1988	25 janvier – Ouverture à la signature de la Convention concernant l'assistance administrative mutuelle en matière fiscale (STE n° 127).	28 novembre-2 décembre – 50 ^e réunion du Comité européen de coopération juridique (CDCJ)
1993	8 janvier – Adoption par le Comité des Ministres de la Recommandation n° R (93)1 relative à l'accès effectif au droit et à la justice des personnes en situation de grande pauvreté.	
1996	25 janvier – Ouverture à la signature de la Convention européenne sur l'exercice des droits des enfants (STE n° 160).	31 mai – Approbation du Manuel « L'administration et les personnes privées » et autorisation de sa publication.
1997	6 novembre – Ouverture à la signature de la Convention européenne sur la nationalité (STE n° 166).	
1998	21 janvier – Adoption par le Comité des Ministres de la Recommandation n° R(98)1 sur la médiation familiale.	
1999	23 février – Adoption par le Comité des Ministres de la Recommandation n° R(99)4 sur les principes concernant la protection juridique des majeurs incapables.	4 novembre – Ouverture à la signature de la Convention civile sur la corruption (STE n° 174).

2000 **25 octobre** – Adoption par le Comité des Ministres de la [Recommandation n° R\(2000\)21 sur la liberté d'exercice de la profession d'avocat.](#)

2001 **4 octobre** – Ouverture à la signature de la [Convention sur l'information et la coopération juridique concernant les « Services de la Société de l'Information » \(STE n° 180\)](#) et du [Protocole additionnel à l'Accord européen sur la transmission des demandes d'assistance judiciaire \(STE n° 179\)](#) préparé par le Comité multilatéral pour l'Accord européen sur la transmission des demandes d'assistance judiciaire, et adopté par le Comité des Ministres à sa 755^e réunion le 8 juin 2001.

8 novembre – Ouverture à la signature du [Protocole additionnel à la Convention pour la protection des personnes à l'égard du traitement automatisé des données à caractère personnel, concernant les autorités de contrôle et les flux transfrontières de données \(STE n° 181\).](#)

2002 **18 septembre** – Adoption par le Comité des Ministres de la [Recommandation Rec\(2002\)10 sur la médiation en matière civile.](#)

2003 **9 septembre** – Adoption par le Comité des Ministres de la [Recommandation Rec\(2003\)14 sur l'interopérabilité des systèmes d'information dans le secteur de la justice](#) et de la [Recommandation Rec\(2003\)17 en matière d'exécution des décisions de justice.](#)

2006 **19 mai** – Ouverture à la signature de la [Convention du Conseil de l'Europe sur la prévention des cas d'apatridie en relation avec la succession d'Etats \(STCE n° 200\).](#)

2007 **20 June** – Adoption par le Comité des Ministres de la [Recommandation CM/Rec\(2007\)7 relative à une bonne administration.](#)

10 octobre – Adoption par le Comité des Ministres de la [Recommandation CM/Rec\(2007\)14 sur le statut juridique des organisations non gouvernementales en Europe.](#)

2008 **27 novembre** – Ouverture à la signature de la [Convention européenne en matière d'adoption des enfants \(révisée\) \(STCE n° 202\).](#)

2009 **9 décembre** – Adoption par le Comité des Ministres de la [Recommandation CM/Rec\(2009\)11 sur les principes concernant les procurations permanentes et les directives anticipées ayant trait à l'incapacité](#) et de la de la [Recommandation CM/Rec\(2009\)13 sur la nationalité des enfants.](#)

2010 **27 mai** – Ouverture à la signature du [Protocole d'amendement à la Convention concernant l'assistance administrative mutuelle en matière fiscale \(STCE n° 208\).](#)

17 novembre – Adoption par le Comité des Ministres de la [Recommandation CM/Rec\(2010\)12 sur les juges: indépendance, efficacité et responsabilités.](#)

2014 **30 avril** – Adoption par le Comité des Ministres de la [Recommandation CM/Rec\(2014\)7 sur la protection des lanceurs d'alerte.](#)

-
- 2015** **11 février** – Adoption par le Comité des Ministres de la [Recommandation CM/Rec\(2015\)4 relative à la prévention et à la résolution des conflits sur le déménagement de l'enfant.](#)
-
- 2017** **22 mars** – Adoption par le Comité des Ministres de la [Recommandation CM/Rec\(2017\)2 relative à la réglementation juridique des activités de lobbying dans le contexte de la prise de décision publique.](#)
-
- 2021** **31 mars** – Adoption par le Comité des Ministres des [Lignes directrices sur l'efficacité et l'efficacité des systèmes d'assistance judiciaire dans les domaines du droit civil et du droit administratif.](#) **16 juin** – Adoption par le Comité des Ministres des [Lignes directrices sur les mécanismes de règlement en ligne des litiges dans les procédures judiciaires civiles et administratives.](#)
-
- 2022** **14 décembre** – Publication d'une [étude comparative relative à l'accès aux origines des personnes conçues par don de gamètes](#) que le CDCJ a approuvée à sa 98^e réunion (1-3 juin 2023), qui constituera une base pour un futur travail normatif par le Comité.
-